

Économie canadienne

et de son crédit, il est vain de parler de démocratie. Il a dit: Si vous me donnez le pouvoir, moi, je vais régler cela. Alors, on lui a donné le pouvoir, et le problème n'a pas été réglé; il est encore à régler.

La grande bataille à laquelle le peuple canadien devait assister n'a jamais eu lieu. On nous a bien donné la Banque du Canada, on nous a donné cette institution qui porte un nom véritablement impressionnant: la Banque du Canada, la Banque des Canadiens, mais on a oublié de donner à la Banque du Canada cet instrument nécessaire, les capacités, l'autorité pour lui permettre de remplir pleinement son rôle de véritable banque des Canadiens. Son rôle se limite à recevoir des banques à charte les fractions de monnaie sur laquelle les banques à charte se basent en vertu de la loi pour monnayer le crédit de la nation. La Banque du Canada ne reçoit tout simplement que les réserves que les banques à charte sont obligées par la loi de déposer dans cette institution pour pouvoir continuer d'opérer ce vol légalisé par une loi du Parlement et qui continue encore d'exister de plus belle. On n'a qu'à consulter les réponses aux questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre données par le ministre des Finances, pour se rendre compte que le système bancaire que nous connaissons présentement et qui opère à profit connaît des années de prospérité extraordinaire, à un point tel que les banquiers ne savent plus où placer leur argent, tellement ils ont réussi à faire des profits fabuleux par le commerce de cet instrument d'échange qu'on appelle l'argent. Ce doit être un service contrôlé par le gouvernement, par la Banque du Canada, pour que les crédits nécessaires à la bonne circulation des biens et des services dans notre pays soient tenus par la Banque du Canada d'après les renseignements statistiques fournis par Statistique Canada.

Et si l'on maintenait un équilibre constant dans la masse monétaire nécessaire pour faire circuler les biens et les services que les Canadiens veulent bien se donner par leur travail, à ce moment-là on aurait un équilibre dans notre pays au niveau de la masse monétaire, et l'instrument d'échange ne serait pas commercialisé comme une marchandise ordinaire, mais il serait en relation constante avec la capacité de production des Canadiens et les besoins de consommation.

Or, je sais bien, monsieur le président, qu'il va se trouver des gens pour dire: Les Créditistes rêvent en couleur. Vous aimez cela la télévision en couleur, tout le monde s'en achète aujourd'hui, et vous payez des prix de fou pour vous en acheter, c'est parce que vous aimez cela. Alors si vous pensez qu'on rêve en couleur, regardez-nous rêver. Essayez de nous observer, essayez de comprendre au moins les suggestions que nous voulons faire au Parlement pour aider le gouvernement à solutionner les problèmes d'aujourd'hui. Monsieur le président, il ne faut pas oublier ceci: nous avons présentement au Canada des milliers de jeunes gens qui sont en chômage, des gens qui nous ont coûté énormément cher à faire instruire, en polyvalentes, en CEGEP, en universités, afin qu'ils apprennent un métier, pour qu'ils puissent être des Canadiens capables de nous aider, nous autres les plus vieux, de nous appuyer dans nos efforts afin que l'on continue à bâtir un pays dans lequel il serait intéressant de vivre et que nous aimerions davantage. Mais non, nos enfants sont devenus des chômeurs.

Monsieur le président, n'aurait-on pas pu faire des chômeurs à meilleur marché? Moi, non seulement je le pense, mais je le dis, et parce que j'ai une responsabilité à assumer, comme tous, au Parlement, je voudrais bien que l'on s'arrête sérieusement à considérer les suggestions que nous

faisons d'une façon objective et sérieuse. Ce n'est pas défendu de les étudier. Qu'il est décourageant de voir des adultes, des gens raisonnables, repousser du revers de la main toutes les idées qui peuvent venir de l'opposition sous prétexte que ce n'est pas sérieux, et que ce n'est pas bon.

Monsieur le président, avant de juger des idées des autres, il faut commencer par en prendre connaissance, pour être capable de les analyser, pour savoir si elles contiennent des choses qui peuvent être utilisées et mises en pratique pour améliorer la situation économique de notre pays, ce qui serait de nature à permettre aux jeunes d'avoir de l'espoir dans l'avenir de notre pays... Je pense donc qu'il est de la responsabilité de chacun des parlementaires de se donner la peine de les considérer comme étant quelque chose de valable, quelque chose qui mérite d'être entendu et d'être, par la suite, jugé.

Monsieur le président, je suis allé au cours de l'automne, durant les vacances, non pas durant la session, à la Côte Nord. J'y suis allé pour me renseigner à titre de député. J'ai traversé la rivière pour aller voir ce qui s'y passe et j'ai constaté que de ce côté-là il y a de l'avenir. Mais j'ai également découvert qu'on allait chercher des ouvriers en Europe pour remplir des fonctions que nos jeunes pourraient fort bien remplir si on voyait à compléter leur formation.

Monsieur le président, dans ma circonscription de Belle-chasse, il y a de la place pour former des opérateurs de machineries lourdes, 240 élèves. Il y a une liste de 1,200 jeunes qui attendent. Pourquoi ne pas accorder des crédits qui permettraient aux commissions scolaires régionales d'ouvrir de nouvelles écoles afin que ces jeunes puissent compléter cette formation nécessaire en vue de prendre ces emplois qui sont disponibles sur la Côte Nord. Mais non! La commission scolaire dit: Moi, je veux bien, mais je n'ai pas d'argent. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration dit: Je veux bien, mais le Conseil du Trésor ne m'en donne pas. Tout le monde se plaint du fait qu'il n'a pas d'argent, personne ne fait rien, et on crève de faim.

● (1650)

[Traduction]

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, il est ironique que nous délibérions aujourd'hui d'une motion formulée en ces termes:

Que la Chambre considère que le gouvernement a manqué de prévoyance et de leadership dans la conduite des affaires de l'État, et qu'il doit être blâmé pour n'avoir pas tenu sa promesse...

C'est ironique parce que le rapport de l'Auditeur général a paru aujourd'hui même. Vous parlez d'un récit d'épouvante! Par comparaison, les rapports antérieurs semblent des contes de fée. Une motion comme celle-ci est donc plus que justifiée. Les libéraux sont à blâmer. Ils sont au pouvoir depuis longtemps. S'ils avaient une si grande compétence administrative, nous ne serions pas saisis de rapports comme celui-là. Il est fort intéressant à lire.

Les députés conservateurs progressistes ont tenu le gouvernement libéral sur la sellette pendant des mois et lui ont reproché, à juste titre, ses dépenses. Les dépenses du gouvernement fédéral ont augmenté dans des proportions astronomiques depuis 1968. On estime qu'avant la fin de l'année financière en cours, ses dépenses globales à tous les postes atteindront 35 milliards de dollars, ce qui équivaut à près de 40 p. 100 du produit national brut. Reste à savoir si le Canada peut se permettre pareille extravagance, compte tenu des difficultés économiques qui l'assaillent.

M. Guay (Saint-Boniface): Où feriez-vous les coupures?